L’exil à Alcaniz et à Teruel

Dans la monarchie espagnole, nous avons une constitution démocratique que plus d'une république pourrait nous envier, à ce que j'ai lu et entendu dire souvent, sans que j'aie pu d'ailleurs m'en assurer de façon positive, parce que je n'avais ni le temps, ni les moyens, ni le désir de me livrer à l'étude de politique comparée qui eût été nécessaire.

Cette constitution octroie aux Espagnols les droits individuels de la façon la plus étendue ; mais, comme dit un proverbe de notre pays, « on ne peut pas étendre la jambe au delà de la couverture », C'est-à-dire que les droits politiques nous sont donnés pour que nous en usions dans la limite de nos moyens économiques ; or, politique et économie sont deux.

Et ce n'est pas tout : le pis, c'est que, même au point de vue purement politique, cette constitution si démocratique couvre l'arbitraire le plus absurde qui se puisse politiquement concevoir, et qu'elle justifie et légalise la tyrannie comme je le montrerai surabondamment.

Je viens au fait.

Le 20 août dernier, trois semaines après ces journées de Barcelone que la presse a baptisées « la semaine sanglante », mais que l'histoire appellera « la semaine du feu aux couvents », je reçus l'ordre de me présenter dans un bureau de police, où on avait à me poser une question.

Conduit par deux policiers, je me 'rendis au bureau et j'y trouvai plusieurs personnes qui avaient reçu la même convocation : MM. Batllori, administrateur de la maison d'édition de l'École moderne ; Casasola, qui avait été l'un des professeurs de cette école ; José Ferrer, sa femme Maria Fontcuberta, et sa fille Alba, âgée de trois ans ; et Mme Soledad Villafranca.

Aucune question ne nous fut posée ; on se borna à nous notifier que par le train de quatre heures du soir mous partirions pour Alcaniz, par ordre du ministre de l'intérieur, et comme unique formalité légale on remit à chacun de nous un papier officiel rédigé dans les mêmes termes. Voici le mien:
« *Gouvernement de la province de Barcelone*. — En vertu des pouvoirs que me confère l'article 9 de la loi d'ordre public, qui se trouve en vigueur par la suspension des garanties constitutionnelles, je décrète votre exil (*destierro*) et celui de votre famille à plus de 245 kilomètres et à moins de 250 de la ville de Barcelone, pour être immédiatement conduits, sous la surveillance de la force publique, jusqu'à la limite du rayon de 245 kilomètres. Dieu vous garde beaucoup d'années ! — Barcelone, 19 août 1909. — Crespo Azorin. »

Comme on le voit, Crespo Azorin, instrument de La Cierva, qui à son tour l'était de Maura, qui l'était, lui, du pouvoir mystérieux qui rembourre de paille et met en mouvement le mannequin de la fiction monarchique-constitutionnelle, procédait légalement, puisqu'il agissait en vertu des pouvoirs que, par la constitution, lui donnait l'article 9 de la loi d'ordre public.

Sans plus de préparatifs, sans équipement ni argent, sans avoir pu dire adieu à nos familles, ni les prévenir, — et moi, en particulier, affligé d'une triste infirmité chronique, — Nous fûmes conduits à la gare, sous la surveillance de la garde civile ; et nous dûmes nous mettre en route.

Le lendemain, nous arrivions à Alcaniz ; nous y fûmes logés dans une modeste auberge, où l'alcalde vint nous prévenir que nous étions placés sous son autorité, par ordre du gouverneur de la province, en nous recommandant la plus grande prudence.

Le soir, nous vîmes arriver quatre nouveaux exilés : MM. Litran, Villafranca, Robles et Meseguer ; le jour suivant, je fus rejoint par ma femme Francisca Concha et mes filles Mariana et Flora.

La situation particulière de chacun des exilés était désespérante : Soledad laissait Ferrer caché et sans moyen de communiquer avec ses amis ; José Ferrer, sa femme et sa fillette laissaient fermée leur maison de Mongat, avec, dehors, un fils qui ne s'était pas trouvé là au moment de la convocation, et, dedans, les bêtes de somme et les vaches, sans personne pour en prendre soin ; Robles savait que sa femme, avec un nourrisson de trois mois, avait été exilée à Huesca, laissant dans la rue deux fils en bas âge ; Villafranca quittait une épouse dans le neuvième mois de sa grossesse et une imprimerie, récemment montée, laissée complètement dans l'abandon. Les autres – pour ne pas allonger ces détails – se trouvaient dans des conditions analogues, ou pires encore.

Beaucoup d'autres exilés, internés dans diverses localités des provinces de Huesca, de Teruel, de Castellon et de Valencia, souffraient de la même façon.

On eût dit que le gouvernement se proposait de persécuter jusqu'à l'anéantissement les familles de ceux qu'il avait inscrits sur la liste des suspects. S'inspirant, sous des apparences de mansuétude, du mot prononcé à Paris en 1871 : « Il faut exterminer les loups, les louves et les louveteaux », il nous mettait en péril instant de mort sans qu'il y eût de sang répandu, remplaçant les mitrailleuses et le peloton d'exécution par la faim, le dénuement, les intempéries, la maladie, et, comme coup de grâce, le fanatisme : mais le résultat fut absolument le contraire de ce qu'on eût pu attendre. La solidarité nationale et internationale vint efficacement à notre aide ; et la bonté naturelle des paysans de l'Aragon, sur l'ignorance desquels on avait peut-être compté pour un lynchage barbare, se convertit en une tendre commisération et même en un commencement d'initiation révolutionnaire.

À Alcaniz, une tentative d'organiser une manifestation contre les exilés fit fiasco ; et, en revanche, la jeunesse libérale

nous donna une sérénade dans laquelle la muse populaire, sur les mélodies inspirées de la *jota* aragonaise, chanta des couplets de réconfort, de fraternité et d'espérance.

Je me rappellerai toujours avec émotion ce jour où, accompagné de ma femme, j'entrai défaillant, et sans pouvoir faire un pas de plus, dans le marché, où, en me voyant, une vendeuse compatissante me présenta un siège, en m'offrant une tasse de bouillon, un pot de lait, un verre de vin. Je m'assis, avec ma compagne à mon côté : autour de nous se réunit un grand cercle d'habitants qui nous interrogèrent sur les causes de notre exil et sur les événements de Barcelone. Nos réponses, simples, empreintes de vérité, éveillèrent la sympathie de ceux qui nous écoutaient : beaucoup de femmes pleuraient, beaucoup d'hommes serraient les poings.

— Nous ne sommes pas des criminels, leur disais-je. Nous tous qui nous trouvons exilés ici, nous étions employés à l'École moderne de Barcelone, qui a été fermée parce qu'elle donnait à l'enfance une éducation destinée à former des hommes et des femmes libres et instruites, qui n'accepteront plus la tromperie et l'injustice du mensonge religieux, de l'exploitation capitaliste, ni de la tyrannie politique. » Au sujet de ces idées, qui dépassaient la capacité intellectuelle de cet auditoire, je donnai les explications nécessaires, en terminant de cette façon: « On nous persécute parce que nous voulons que la vérité resplendisse dans la société et que l'idée du bien inspire tous les actes sociaux. »

Quand je me levai et pris congé, je reçus de tous les assistants les démonstrations les plus affectueuses.

Tous nos compagnons furent l'objet de manifestations analogues, et plus particulièrement Soledad, mes filles, et la petite Alba.

En présence d'un pareil résultat, les gros bonnets de la localité, les gens riches et influents, décidèrent de nous

éloigner d'Alcaniz ; et, après quelques hésitations sur le choix d'une nouvelle résidence, on nous envoya à Teruel.

Nous dûmes nous y rendre, accompagnés par l'inévitable garde civile, non par le chemin de fer, qui nous y eût transportés en six heures, mais juchés sur les plus mauvaises charrettes, obligés de nous arrêter pour la nuit à Montalvan, et d'employer trente-deux heures pour accomplir ce voyage.

Notre séjour à Teruel peut se diviser en deux périodes : la première, depuis notre arrivée jusqu'au moment où cessa la suspension des garanties constitutionnelles, sauf dans les provinces de Barcelone et de Gerona ; la seconde, depuis ce moment-là jusqu'au rétablissement de la constitution dans toute l'Espagne.

On aura une idée de notre situation durant la première période en lisant la protestation suivante que nous adressâmes à un certain nombre de journaux :

« Les soussignés, habitants de Barcelone, exilés à Alcaniz et ensuite à Teruel, réduits à une extrémité dans laquelle il est impossible de subsister, réclament leur droit à la vie, qui n'a pu être supprimé par la suspension des garanties constitutionnelles ni par la loi d'ordre public.

« Nous vivons dans une maison que surveillent jour et nuit des agents des police et des gardes civils ; nous ne pouvons pas sortir seuls ; on ne permet pas même que deux d'entre nous se rendent ensemble à un endroit, et deux ou davantage à un autre ; tout marchand qui vient chez nous, et même le facteur, doit être accompagné d'un agent ; dans la rue, en face de notre demeure, on a construit une baraque pour la résidence de nos gardiens ; nous ne pouvons ni faire des visites ni en recevoir ; on a donné ordre de ne pas permettre que nous saluions personne dans la rue ni que personne nous salue. Notre porte est fermée à sept heures du soir, et, comme si on eût levé le pont-levis d'une forteresse, personne ne peut plus

la franchir.

« Dans cette situation, nous ne pouvons ni chercher du travail ni travailler, et nous devons renoncer à gagner quoi ce soit. Jusqu'à cette heure nous avons vécu de quelques subsides qui, pour nos familles, représentent des privations et la misère, et de quelques dons de nos amis, et nous avons devant les yeux le spectre de la faim et de l'abandon.

« Notre condition d'exilés proclame notre innocence. Aucune accusation ne pèse sur celui qui n'est pas poursuivi ; et pourtant, au prisonnier, on donne le logement, la nourriture, et on lui permet de communiquer ; tandis que pour nous, il n'y aura bientôt plus ni logement, ni abri, ni pain, ni le salut d'un ami, ni la commisération simplement humaine du prochain.

« Une telle situation est intolérable ; si nous nous taisons, la faim, le froid et le désespoir nous auront tués avant peu, et en présence de ce péril, dans le sentiment et la conviction de la justice immanente de notre droit, nous protestons devant l'opinion publique, par le moyen de son organe, la presse, avec la confiance qu'elle accomplira son devoir. — Teruel, septembre 1909. — José Casasola, Cristobal Litran, Alfredo Meseguer, Anselmo Lorenzo, Francisca Concha, Mariann Lorenzo, Flora Lorenzo, José Villafranca, Mariano Batllori, José Robles ».

Il manque les signatures de José Ferrer, Maria Fontcuberta et Soledad Villafranca, qui se trouvaient, en ce moment, en prison, où ils passèrent huit jours sans qu'aucune raison ait été donnée ni pour leur emprisonnement ni pour leur mise en liberté ultérieure.

Notre correspondance était scandaleusement interceptée ; on alla jusqu'à nous voler des valeurs contenues dans une lettre chargée. Nous eûmes recours à l'obligeance d'un ami pour qu'il mit nos lettres à la poste à Valencia ou à Saragosse, et c'est ainsi qu'il nous fut possible de renouer quelques relations

avec la solidarité internationale.

Après le rétablissement partiel des garanties constitutionnelles, on nous supprima la surveillance de la garde civile mais non celle de la police ; la baraque de nos gardiens fut démolie à la suite d'une protestation publiée par nous dans la presse locale, et nous eûmes la permission de parler avec les habitants et de recevoir quelques visites.

Nous visitâmes alors le Cercle républicain et nous causâmes avec diverses personnes instruites ; nous apprîmes d'elles que Teruel avait été, aux quatorzième et quinzième siècles, une des villes les plus importantes de l'Aragon au point de vue industriel. Outre d'importantes fabriques de drap, ses habitants s'occupaient à la tannerie, à la coutellerie et à la poterie. Les tanneurs et corroyeurs formaient une corporation considérable, qui jouissait de privilèges spéciaux. Les couteliers étaient réputés pour la fabrication des couteaux, des dagues et des poignards, et la faïence fine de Teruel étaient célèbre en ce temps-là.

Aujourd'hui, tout cela est perdu. Quoique possédant du grands éléments de richesse, Teruel est bien déchu. La campagne est presque abandonnée à la spontanéité de la nature, les traditions routinières et les procédés empiriques règne partout, à peu d'exceptions près. Pendant mon séjour, lisais le roman de Zola, *Fécondité/i>, et il me parut que les Térueliens, comme Lepailleur, n'étudient ni le terrain ni le climat, n'améliorent pas les engrais, n'adoptent pas les instruments modernes, se plaignent du manque d'eau et ne peuvent comprendre la conquête symbolique de Chantebled par Mathieu et sa famille.*

En parlant avec les bourgeois du lieu, nous recevions de tristes impressions : tous se montraient libéraux et acceptaient facilement, dans la conversation, les idées avancées, en se retranchant ensuite derrière la stérilité d'un *mais* qui rendait tout inutile. Tous étaient radicaux, *mais* il

n'y avait, disaient-ils, rien à faire en cet endroit. Avec les travailleurs, il en allait de même. Je causai avec quelques-uns d'entre eux, et ils me racontèrent des choses indignes : il y avait des ateliers où on obligeait les ouvriers à aller à la messe et à présenter, chaque année, un certificat de la paroisse attestant qu'ils avaient fait leurs pâques ; ils devaient commencer le travail à une heure fixe sans pouvoir sortir avant d'avoir achevé leur tâche ou d'avoir terminé des travaux exceptionnels. Ils murmuraient contre les abus patronaux, *mais* personne ne pensait à des réformes d'aucun genre. Le socialisme n'avait pas pénétré dans ce pays, et les travailleurs n'y avaient jamais entendu parler des huit heures, du Premier Mai, des groupements syndicalistes et bien moins encore de l'anarchisme. On alla jusqu'à m'assurer que beaucoup d'ouvriers, membres du Cercle républicain, le sont en même temps du patronage de Saint-Joseph, pernicieuse association inventée par le clergé.

Au moment du procès Ferrer, nous fîmes tout le possible pour apporter notre témoignage : lettres au juge, au défenseur, à la presse, à des personnages influents, appels à la solidarité internationale ; tout fut inutile. Le crime judiciaire, perfidement médité, fut consommé. Ferrer eut, en partage, la glorification de l'histoire, et notre colonie d'exilés resta plongée dans la désolation.

Les angoisses, les souffrances, les peines de toute nature furent une terrible épreuve, qui put être dignement supportée parce que nous étions soutenus par un idéal et que nous nous sentions constitués en une véritable famille. Le souvenir de ces jours de fraternité entre les persécutés, et de douleur causée par la fin tragique de notre héroïque ami, se présente à moi revêtu d'une poésie mélancolique. Tous les matins, l'approvisionnement, le déjeuner, la lecture et le commentaire des journaux et de la correspondance, avec la communication réciproque des nouvelles d'intérêt général et l'annonce des dons et des secours reçus ; puis les soins du ménage, des

vêtements, la préparation du repas, pour les femmes ; la lecture, l'écriture ou la promenade pour les hommes ; les repas en commun, les discussions, la rédaction des documents et de la correspondance. C'était triste et c'était beau à la fois !

Enfin, avec la chute du ministère conservateur et la formation du ministère libéral, nous pûmes entrevoir le terme de notre exil, et nous décidâmes de quitter Teruel dans l'espoir du prompt rétablissement de la constitution à Barcelone. D'accord avec le comité du Cercle républicain, nous convoquâmes alors le peuple de Teruel à un meeting dans le local du Cercle, afin de nous faire connaître et d'exposer nos sentiments, nos pensées et notre idéal.

Cette réunion produisit à Teruel une sensation profonde, Les Téruelien, vivant sous l'empire d'une paisible routine, endormis dans leur lourde quiétude, n'avaient pas le moindre soupçon de la révolte qui soulève le monde contre le dogme, l'autorité et la propriété, immobilisés dans l'eau dormante du privilège.

Nous nous étions partagé la tâche à l'avance, de façon que chacun des exilés pût exposer ses tendances. Casasola, qui dut partir ce jour-là même pour Valencia, avait laissé quelques vers où il attaquait les dogmes et exposait l'idéal de l'enseignement rationaliste comme moyen d'harmoniser chez tous les humains, sans distinction de sexe, de classe ni de patrie, la foi avec la certitude, ce que l'on croit avec ce que l'on sait. Litran émut l'auditoire en protestant contre l'exécution de Ferrer, en exaltant le propagandiste et le martyr, et en exposant l'idéal républicain radical comme l'agent d'une rénovation sociale. À mon tour, après m'être déclaré anarchiste, je montrai, dans la propriété, une usurpation perpétrée par les privilèges. Il y a un patrimoine universel qui, formé par les biens naturels et par l'observation, l'étude et le travail des observateurs, des penseurs et des travailleurs du monde entier, ne peut être la propriété

exclusive de personne, Mais qui appartient à tous par droit naturel, quoique les lois disent le contraire, ces lois, filles du droit romain, qui divisent l'humanité en maîtres et en serviteurs, c'est-à-dire en hommes-personnes et en hommes-choses, division anti-humaine et irrationnelle qui persiste de nos jours dans les républiques comme dans les monarchies, et qui persistera jusqu'à ce que les travailleurs, au moyen de la grève générale révolutionnaire, suppriment les États, suppriment les frontières et instaurent l'*acracie*, c'est-à-aire l'absence de gouvernement.

Nous fîmes en sorte de donner à ces choses une forme qui les mit à la portée des auditeurs, et l'effet produit fut surprenant.

Nous étions vengés : l'idée, qu'on avait voulu anéantir à Barcelone, avait été transportée dans le Bas-Aragon pour y prendre racine. Nos persécuteurs avaient facilité notre propagande.

Peu de jours après, la colonie communiste des exilés de Teruel était dissoute : les uns se rendirent à Valencia, d'autres restèrent quelque temps encore à Teruel ; ma compagne, mes filles et moi, nous allâmes à Saragosse, où les camarades anarchistes nous reçurent affectueusement ; là, je donnai, dans leur Cercle ouvrier, une conférence sur la « question sociale ». Quelques jours plus tard, comme si rien extraordinaire n'avait eu, lieu, comme si nous étions allés simplement passer trois mois de vacances à la campagne, nous rentrions à Barcelone et y reprenions notre existence habituelle.

Il y a plus d'une bonne raison, on le voit, pour qualifier de cruelle, absurde et ridicule la répression pratiquée à Barcelone à la suite du feu mis aux couvents en 1909.

Anselmo Lorenzo